

LES PRODUCTIONS ANIMALES  
AU BURUNDI/  
ETATS DE RESSOURCES  
GENETIQUES

# 0. PLAN DE L'EXPOSE

- **1. INTRODUCTION**
- **2. Les initiatives sur les ressources génétiques animales actuellement mises en œuvre dans le pays.**
- **3. Les politiques, législations et autres instruments régissant l'utilisation des ressources génétiques animales dans le pays.**
- **4. Les principaux intervenants impliqués dans la gestion des ressources génétiques animales (secteur privé, les associations des éleveurs etc).**
- **5. CONCLUSION ET OBSERVATIONS**

# 1. INTRODUCTION

- La Direction de la Promotion des Productions Animales (DPPA) est logée dans la Direction Générale de l'Elevage du Ministère de l'agriculture et de l'Elevage (MINAGRIE) .
- Elle a comme missions de:
  - a. Exécuter la politique nationale en matière des productions animales ;
  - b. Promouvoir la production animale ;
  - c. Contrôler la qualité du matériel animal, vétérinaire et des aliments pour bétail ;
  - d. Promouvoir et superviser les structures de production d'intrants d'élevage

# 1. INTRODUCTION (SUITE):

## ORGANIGRAMME DE LA DPPA

- La Direction de la Promotion des Productions Animales (DPPA) n'a pas d'organigramme structurel :
  - Direction- quelques 3 ou 4 conseillers - le centre d'insémination Artificielle et les centres d'élevage de l'état.
- Sur terrain, la DPPA n'a pas d'agent de productions animales dans toutes les communes du pays et seulement un Responsable provinciale des productions animales dans quelques provinces.

# 1. INTRODUCTION (suite):

## Les données sur les productions Animales

- Des productions animales sont réalisées au BURUNDI car de différents élevages se pratiquent sur tout le territoire burundais.

# 1. INTRODUCTION (suite):

## Les données sur les productions Animales INVENTAIRE DU BETAIL

ANNEE	BOVINS	CAPRINS	OVINS	PORCINS	POULES	LAPINS	RUCHES
<i>Total 1er Trimestre 2013</i>							
<i>Total 2012</i>							
<i>Total 2011</i>							
<b>Total 2010</b>	<b>538.412</b>	<b>2.162.800</b>	<b>315.214</b>	<b>244.791</b>	<b>1.719.296</b>	<b>410.707</b>	<b>257.312</b>
<b>Total 2009</b>	<b>553.538</b>	<b>2.698.367</b>	<b>291.522</b>	<b>202.926</b>	<b>1.590.88</b>	<b>357.221</b>	<b>240.063</b>
<b>Total 2008</b>	<b>501.676</b>	<b>1.732.154</b>	<b>294.345</b>	<b>230.495</b>	<b>1.459.430</b>	<b>327.674</b>	<b>202.669</b>
<b>Total 2007</b>	<b>479.106</b>	<b>1.606.717</b>	<b>292.916</b>	<b>189.505</b>	<b>1.315.788</b>	<b>315.112</b>	<b>125.303</b>
<b>Total 2006</b>	<b>433.800</b>	<b>1.438.713</b>	<b>266.510</b>	<b>178.737</b>	<b>1.142.102</b>	<b>102.998</b>	<b>135.838</b>
<b>Total 2005</b>	<b>395.741</b>	<b>1.194.780</b>	<b>242.933</b>	<b>169.572</b>	<b>945.318</b>	<b>316.351</b>	
<b>Total 2004</b>	<b>374.475</b>	<b>1.108.952</b>	<b>235.611</b>	<b>136.360</b>	<b>852.954</b>	<b>267.544</b>	
<b>Total 2003</b>	<b>355.222</b>	<b>960.288</b>	<b>239.505</b>	<b>105.753</b>	<b>704.254</b>	<b>217.195</b>	
<b>Total 2002</b>	<b>376.346</b>	<b>974.543</b>	<b>242.086</b>	<b>115.835</b>	<b>771.260</b>	<b>311.834</b>	

# 1. INTRODUCTION (suite): LES SYSTÈMES D'ÉLEVAGE

- Suite à la réduction des espaces pâturables, le système d'élevage extensif cède progressivement la place aux systèmes intensifs sur ces 2 formes:
  - a. L'Intégration Agro-Sylvo-Zootechnique (IASZ).
  - b. La stabulation semi et permanente.

## 2. LES INITIATIVES SUR LES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES ACTUELLEMENT MISES EN ŒUVRE DANS LE PAYS

### *A/ Le repeuplement du cheptel :*

- **a. Le gouvernement du BURUNDI** a, depuis 2007, adopté un programme d'importation des animaux, surtout des bovins croisés frisons diffusés dans les ménages ruraux.
- Pour cette année 2013, cette activité n'est pas prévue par manque du budget. Dans l'ensemble, c'est la sous-activité de diffusion qui est réalisée ; c'est-à-dire sans les activités résultantes de la diffusion comme l'organisation des bénéficiaires des animaux pour l'auto-prise en charge, l'apprentissage ou la formation pratique sur la conduite et la gestion des élevages.

## 2. LES INITIATIVES SUR LES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES ACTUELLEMENT MISES EN ŒUVRE DANS LE PAYS (suite)

Un programme d'initiation des centres d'élevage naisseurs de l'Etat est amorcé pour ***les bovins, les caprins laitiers et les poules pondeuses***, depuis 2007. Mais le rythme de mise en œuvre est très lent et annuellement discontinu.

## 2. LES INITIATIVES SUR LES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES ACTUELLEMENT MISES EN ŒUVRE DANS LE PAYS (Suite)

- **b. Des projets comme ceux du FIDA** (PTRPC, PARSE, PAIVA-B et PRODEFI) ; de L'UE (PPCDR) ; de la Banque Mondial (PRODEMA) ; ONGs et très peu de privés.
- **Au total les demandes des importations enregistrés en 2012** sont : 5 146 bovins, 13 366 caprins dont 120 de race laitière alpine et 1 256 boucs de race boer ; 160 938 poussins de 1 jour dont 2550 poussins de chair et 160 canards ; 2000 œufs fécondés ; 65 550 poulettes et coquelets de 3 mois et 1 296 porcins.
- Cependant le système d'enregistrement est à améliorer car c'est uniquement l'initiative de la DPPA depuis cette année 2012.
- **En outre, des données sur toute la chaîne de résultats de ce repeuplement ne sont pas collectées et enregistrées par la DPPA.**

## 2. LES INITIATIVES SUR LES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES ACTUELLEMENT MISES EN ŒUVRE DANS LE PAYS (Suite)

### *B/ Amélioration génétique par l'IA*

- Importation des semences d'IA en 2012 :
  - Par les projets et ONGS : 16 020 doses
  - Par le gouvernement : 3 000 doses
- Etant donné que le personnel pour l'IA est largement insuffisant (11 Inséminateurs pour 16 provinces), des formations d'apprentissage pour les Techniciens Vétérinaires communaux sont organisées par le gouvernement et certains projets intervenants dans le domaine mais avec du matériel et équipement d'accompagnement minimal.
- Un centre National d'Insémination National est en réhabilitation pour la production des semences : Taurillons frisons et jersey sont déjà sur place dans le pays, il reste le laboratoire et la formation de l'équipe de gestion.
- Des campagnes d'IA sont annuellement organisées par les importateurs des semences et dans leur zone d'intervention. Seul l'Etat cherche à faire une couverture nationale mais la priorité revient à la zone qui ne trouve pas de bailleur.

### **3. LES POLITIQUES, LEGISLATIONS ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGISSANT L'UTILISATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ANIMALES DANS le PAYS**

- Dans l'ensemble, le secteur élevage ne dispose qu'un seul document d'inspiration dit Document d'Orientation Stratégique du Développement de l' Elevage (DOS- ELEVAGE) qui date de 2009.
- Constant les lacunes de ce document, deux projets ont été proposés pour matérialiser la mise en œuvre des prévisions théoriques du DOS.

Il s'agit de:

- une Etude de Faisabilité Technico-économique de Développement de l'Elevage au BURUNDI et
- un Projet de Plan d'Action National pour la gestion et l'amélioration des Ressources Zoo-génétiques (PAN- RZG) qui est en cours et financé par la FAO.

### **3. LES POLITIQUES, RÉGISTRATIONS ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGISSANT L'UTILISATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ANIMALES DANS LE PAYS (SUITE)**

- Le BURUNDI a connu une régistration en matière d'élevage depuis la période coloniale. Les ordonnances et lois sont les suivants:
  - L'ordonnance législative n°280/Vét. du 29/9/1945 sur le contrôle du beurre ;
  - L'ordonnance n°54/179 portant préparation et commerce des produits et sous produits de l'industrie laitière, de la margarine et des graisses alimentaires ;
  - La loi n°1/28 du 24 décembre 2009 relative à la police sanitaire des animaux domestiques, sauvages, aquacoles et abeilles ;
  - La loi n°1/03 du 4 janvier 2011 portant système national de normalisation, métrologie, assurance de la qualité et essai ;
  - La loi n°1/06 du 21 mars 2011 portant réglementation de l'exercice de la profession vétérinaire.

### 3. LES POLITIQUES, LEGISLATIONS ET AUTRES INSTRUMENTS RÉGISSANT L'UTILISATION DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ANIMALES DANS le PAYS (suite)

- *D'autres projets de lois sont en cours de promulgation :*
  - Projet d'ordonnance portant code d'enregistrement et suivi des géniteurs au BURUNDI ;
  - Projet de décret portant mesures d'inspection sanitaire des animaux et des produits alimentaires d'origine ANIMALE;
  - Projet de décret portant sur l'Importation des animaux, semences d'Insémination Artificielle, sexées et les embryons.

## 4. LES PRINCIPAUX INTERVENANTS IMPLIQUES DANS LA GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES (SECTEUR PRIVE, LES ASSOCIATIONS DES ELEVEURS ETC,)

- Actuellement, les acteurs privés commencent à s'intéresser individuellement aux activités du secteur élevage. En fait, l'organisation des éleveurs en associations reste à initier et à stimuler. Toute fois, disons aussi que, les statistiques sur ce point ne sont pas connues au niveau de la Direction de la Promotion des Productions Animales. Bref rien n'est prévu comme intervention dans ce domaine.

## 4. LES PRINCIPAUX INTERVENANTS IMPLIQUES DANS LA GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES (SECTEUR PRIVE, LES ASSOCIATIONS DES ELEVEURS ETC ( suite)

- A l'image des professionnels de la SANTE ANIMALE, les professionnels de la ZOOTECHNIE se sont regroupés en association depuis ce 2012.

## 4. LES PRINCIPAUX INTERVENANTS IMPLIQUES DANS LA GESTION DES RESSOURCES GENETIQUES ANIMALES (SECTEUR PRIVE, LES ASSOCIATIONS DES ELEVEURS ETC ( suite)

- Par des initiatives du gouvernement et de certains projets, un processus de sensibilisation à agir en filière est en vigueur.
- **C'est la filière lait qui est retenue.**

# 5. CONCLUSION ET OBSERVATIONS

- Du point de vue des productions animales au BURUNDI, les problématiques sont toujours au stade de constat:
  1. Les données des productions animales réalisées ne sont pas documentées et enregistrées.
  2. Le recensement du bétail n'est pas fait même sur sa forme élémentaire.

# CONCLUSION ET OBSERVATIONS

## (suite)

3. Les professionnels et les acteurs privés en productions animales ne sont pas encore organisés.
4. Une structuration du service de la production animale qui n'est pas décentralisée.
5. Des documents de la politique de l'élevage non encore au bon point.
6. Des lois et réglementations anciennes, non suffisamment intériorisées et à compléter.

# CONCLUSION ET OBSERVATIONS(suite)

7. Le secteur privé qui s'endorms encore.
8. Le secteur élevage qui n'a pas encore prouvé son aspect économique auprès des décideurs financiers.

**BREF, AU BURUNDI, LES PRODUCTIONS ANIMALES SONT A FAIRE REVIVRE.**

**MERCI**

**DE VOTRE ATTENTION**